



Les questions politiques dans l'incendie criminel contre le magazine français Charlie Hebdo

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 25 novembre 2011
[wsws.org](#) 25 novembre 2011

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Politique et religion](#)

L'attentat contre les bureaux de l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo* à Paris a donné l'occasion au monde politique français de se faire beaucoup de capital politique. Avant même que l'identité ou les motifs des attaquants ne soient établis, les politiciens et la presse se sont lancés dans une campagne raciste, se posant en défenseur des droits démocratiques qui seraient menacés par l'Islam.

En fait, il y a plus de questions que de réponses sur cette affaire, et l'identité des auteurs ou leurs motifs. Les bureaux de *Charlie Hebdo* ont brûlé tôt dans la matinée du 2 novembre, le jour de la sortie d'un numéro comprenant l'une des provocations de bas étage contre l'Islam qui sont devenues la marque de fabrique de *Charlie Hebdo*. Renommé « Charia Hebdo », il comprenait des caricatures du prophète Mahomet et de ses parties génitales. Il critiquait aussi les régimes islamistes nouvellement établis et soutenus par l'occident de Tunisie et de Libye.

On suppose que l'incendie a été causé par une ou plusieurs bombes incendiaires lancées dans les bureaux ; deux hommes en capuches ont été aperçus quittant les lieux aux alentours de l'heure à laquelle l'incendie s'est déclaré. Les auteurs n'ont toujours pas été identifiés, et la police affirme qu'elle n'a pas d'informations sur leur identité. Étrangement, aucun individu, ni aucune organisation, n'a revendiqué l'attentat.

Les enquêteurs de l'anti-terrorisme ont déclaré au quotidien *Libération* que *Charlie Hebdo* avait déménagé dans ces nouveaux bureaux seulement trois semaines plus tôt. Ceux-ci n'avaient aucun signe distinctif, qui aurait pu les identifier comme ceux de Charlie Hebdo, étant situés « derrière des vitres opaques, sans enseigne ni sigle. »

Un groupe islamiste turque, *Cyber Warrior*, a attaqué le site Internet de *Charlie Hebdo* plus tard dans la journée du 2 novembre, mais a exprimé son opposition à l'incendie des bureaux.

Les 3 et 4 novembre, le réseau social américain *Facebook* – à première vue, un allié assez peu probable pour des terroristes islamistes – a brusquement fermé la page de *Charlie Hebdo*. Il l'a fait en prétextant que ce journal n'est pas une personne physique. Il a ensuite fermé les accès administratifs de *Charlie Hebdo* à sa propre page, affirmant que l'hebdomadaire avait affiché des « images sexuellement explicites. » La page officielle a rapidement été inondée de commentaires hostiles non modérés et *Charlie Hebdo* a dû la fermer également.

Avant que des informations fiables ne soient disponibles, les politiciens et la presse de toutes tendances ont déclenché une tempête de commentaires, se posant en défenseurs de la démocratie contre la menace islamiste censée être représentée par cet attentat. L'ensemble du monde politique s'est retrouvé sur une ligne de droite antimusulmane, sous le faux prétexte de la défense de la libre expression.

Quand des journalistes lui ont demandé s'il suivait des pistes de « musulmans intégristes », le ministre de l'intérieur Claude Guéant a dit qu'il serait important de « ne pas négliger cette piste ». Il a ajouté « Si certains croient pouvoir imposer une façon de voir à la République française [...] ils se trompent, ils seront combattus, les Français n'accepteront pas cet impérialisme. »

La première secrétaire du Parti socialiste (PS) bourgeois « de gauche », Martine Aubry, a exprimé sa « solidarité » avec le magazine, déclarant : « la liberté de la presse s'exerce aussi à travers la dérision et l'humour », SOS-Racisme, un groupe lié au PS et au Nouveau parti anticapitaliste (NPA), a organisé une manifestation en faveur de *Charlie Hebdo*.

Jean-Luc Mélenchon, qui se présentera aux élections présidentielles de 2012 pour le compte du Parti communiste, a déclaré sur l'antenne d'*Europe 1* : « je veux dire ma sympathie mon affection à l'équipe de Charlie Hebdo » Il a également insinué que les auteurs des attentats étaient des musulmans installés en France, en appelant à « avoir la discipline intellectuelle de ne pas confondre une poignée d'imbéciles, d'abrutis qui seront rudement châtiés, je l'espère, avec la masse de nos compatriotes musulmans qui pratiquent leur foi en toute tranquillité. »

Le quotidien *Le Figaro* a même pris l'initiative de contacter la candidate néo-fasciste Marine Le Pen – alors en visite à Washington DC – pour lui demander son opinion sur l'affaire. Elle a affirmé, « Ce n'est pas la première fois que des fundamentalistes islamistes se permettent d'imposer leurs interdits en France. C'est un rejet du modèle politique français et de la laïcité. »

Le Monde, un quotidien de centre-gauche, a exprimé la même conception fondamentale. Dans un éditorial du 2 novembre, « Pourquoi il faut soutenir 'Charlie Hebdo' », Il écrit : « Rien ne saurait justifier ni les attaques contre le site Internet d'un organe de presse ni l'incendie de ses locaux comme manifestation d'un désaccord avec son contenu. [...] La liberté d'expression et de création artistique est l'une des valeurs essentielles de nos démocraties. Il n'est pas inutile de le rappeler à ceux qui, sous couvert de lutte contre l'islamophobie ou la christianophobie, font la promotion de l'intolérance. »

Toutes ces déclarations font bien plus que de se contenter de rappeler le fait incontestable qu'un attentat contre un organe de presse est toujours politiquement réactionnaire – même quand il s'agit d'un journal d'aussi mauvais goût que l'est *Charlie Hebdo*. À des degrés divers d'hystérie, les politiciens et les éditorialistes veulent donner l'impression que le monde politique français est un bastion de la démocratie assiégé par des hordes de musulmans intolérants. C'est mettre la réalité à l'envers.

Le gouvernement de droite du Président Nicolas Sarkozy a mené une guerre permanente contre les droits démocratiques, s'appuyant sur le soutien au moins tacite de forces comme le PS et le NPA dans tous les moments critiques. Après avoir proposé une interdiction de la burqa et du niqab contraire à la constitution en 2009 – et maintenant en vigueur – Sarkozy a demandé à Guéant de mener une déportation clairement illégale, et motivée par des

critères ethniques, des Roms en 2010.

L'« impérialisme » musulman ne menace pas la France; bien au contraire, les musulmans comme d'autres gens qui ont leurs origines dans d'anciennes colonies sont confrontés à un déchaînement de l'impérialisme français et occidental. Paris sert actuellement d'une manière évidente d'assistant à Washington, envoyant des troupes aider à l'occupation américaine en Afghanistan, ou à renverser des gouvernements en Côte d'Ivoire et ailleurs. La France a joué un rôle majeur ce printemps dans le lancement de la guerre en Libye. Le pétrole et les autres ressources vitales sont en jeu à chaque fois.

L'encouragement par la politique officielle à la haine ethnico-religieuse pour diviser la classe ouvrière et faire taire l'opposition aux guerres impérialistes, nourrit un climat plus général d'extrême-droite. D'après une dépêche de l'AFP parue dans *Le Monde* une semaine après l'incendie de *Charlie Hebdo*, un groupe fasciste a revendiqué l'incendie d'un mur d'une mosquée à Montbéliard - la 24e attaque d'une mosquée en France depuis le début de l'année. Ce journal n'a pourtant pas publié d'éditorial sur cet attentat contre une mosquée, et la presse a largement ignoré cette question.

La pose agressive de l'élite dirigeante voulant se faire passer pour des défenseurs des droits démocratiques contre l'Islam doit être jugée dans le contexte de ce profond déclin de la démocratie française. Cela fait partie d'une campagne plus large pour terrifier la classe ouvrière, et particulièrement les travailleurs et les jeunes aux origines nord-africaines - leurs émeutes massives de 2005 et 2007 avaient terrifié la classe dirigeante française, qui avait réagi en imposant l'état d'urgence et des procès joués d'avance.

Si les échelons les plus élevés de la politique française se sont rués unanimement à la défense de *Charlie Hebdo*, c'est parce qu'ils savent qu'ils peuvent compter sur la rédaction de ce journal pour faire l'apologie de ce genre de politique. Mis à part son image un peu en marge de la presse officielle, *Charlie Hebdo* est devenu une publication entièrement intégrée au système bourgeois. Comme son précédent rédacteur en chef Philippe Val le faisait remarquer dans un entretien accordé au *Courrier de Genève* en 2010, « Si vous faites un tour de la rédaction, vous trouverez toutes les composantes de la gauche plurielle [au pouvoir de 1997 à 2002], et même des abstentionnistes. »

Ce magazine est devenu le centre de plusieurs provocations cardinales, notamment contre les musulmans. En février 2006 - peu après la répression des grandes émeutes de banlieue de l'automne 2005 - *Charlie Hebdo* a été le premier journal français à republier les caricatures du journal danois de droite *Jyllands-Posten* sur le prophète Mahomet.

Le 1er mars 2006, il publiait un manifeste qui - faisant écho à la dénonciation par la droite américaine de l'« islamofascisme » - s'en prenait à l'islamisme traité comme « menace globale de type totalitaire », de même nature que le « fascisme, le nazisme, le stalinisme. »

Charlie Hebdo a été reconnu et récompensé pour ses efforts. Deux semaines plus tard, la rédaction du magazine était présente à un dîner de gala au Ministère de la culture, où le ministre de la culture de l'époque, Henri Paul, a fait l'éloge de ses membres comme d'« acteurs de la liberté ».

Cette année-là, *Charlie Hebdo* a affiché des profits exceptionnels, en grande partie, comme le notait *Le Monde*, grâce à « la diffusion extraordinaire du numéro spécial consacré aux caricatures de Mahomet », qui a bénéficié d'une grande publicité dans les autres médias.

Les quatre principaux rédacteurs et dessinateurs de *Charlie Hebdo* ont obtenu l'essentiel de ces profits, se partageant 825.000 euros.

L'élite politique française corrompue et discréditée se permet un peu de vertueuse indignation au sujet de l'attentat contre *Charlie Hebdo* en sachant très bien que la rédaction du magazine ne relèvera pas la véritable farce dans cette affaire : Guéant, le superflic de Sarkozy exprimant son outrage devant « l'impérialisme » ; Marine Le Pen, la néo-fasciste catholique et anti-américaine, faisant la promotion du « sécularisme » durant une tournée à Washington ; ou la bureaucrate en chef du Parti socialiste, la terne Martine Aubry, se posant en partisane de « l'humour et la dérision ».

Article original, [WSWS](#), paru le 17 novembre 2011

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Alex Lantier](#), [wsws.org](#), 2011

Articles Par : [Alex Lantier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca